

Information sur l'existence et les effets d'une mesure de protection de l'adulte (art. 451 al. 2 nCC)

Recommandation de la Commission permanente de la COPMA (mai 2012)

Mots-clés: Acte juridique, Droit de protection de l'adulte, Exercice des droits civils, Information sur les mesures, Intérêt vraisemblable, Obligation de collaborer, Publicité, Secret de fonction

Libellé de la disposition légale

Chapitre III: Du rapport à l'égard des tiers et de l'obligation de collaborer

A. Secret et information

Art. 451 nCC

¹ *L'autorité de protection de l'adulte est tenue au secret, à moins que des intérêts prépondérants ne s'y opposent.*

² *Toute personne dont l'intérêt est rendu vraisemblable peut exiger de l'autorité de protection de l'adulte qu'elle lui indique si une personne déterminée fait l'objet d'une mesure de protection et quels en sont les effets.*

Objet des recommandations suivantes

Les recommandations suivantes se limitent aux demandes de renseignement émanant d'un tiers qui entend savoir si une mesure relevant du droit de la protection de l'adulte a été prononcée à l'endroit d'une personne déterminée avec laquelle il veut conclure ou a déjà conclu un acte juridique, cette mesure impliquant une restriction de la capacité d'agir empêchant ou ayant empêché la personne qui en fait l'objet de conclure valablement l'acte juridique en question.

On peut envisager que d'autres intérêts de tiers justifient une demande de renseignement, par exemple si ces tiers se sont acquittés jusque là, sur mandat de la personne concernée, de certaines affaires l'intéressant ou s'ils ont accompagné la personne concernée dans des affaires personnelles. Le traitement de ces autres intérêts ne fait pas l'objet des recommandations suivantes.

Remarque introductive

Il faut partir du principe qu'il est généralement dans l'intérêt non seulement de la personne tierce, mais aussi dans l'intérêt bien compris de la personne limitée dans sa capacité d'agir par une mesure de protection de l'adulte et dans l'intérêt de son curateur que cette limitation soit transparente face aux partenaires contractuels potentiels, de manière à empêcher la conclusion d'affaires juridiques non valables et les désavantages qui en découlent fréquemment (éventuelle obligation de dédommagement au sens de art. 452 al. nCC/insécurité et démarches

fastidieuses liées au remboursement des prestations). Il est donc opportun de ne pas dresser d'obstacle trop élevé à la transmission de renseignements.

La personne concernée peut, sans que ses intérêts soient spécialement attestés, demander elle-même à l'autorité de protection de l'adulte (APA) la confirmation qu'aucune mesure de protection de l'adulte n'est en vigueur.

1. *Compétence pour traiter une demande de renseignement*

Seule une autorité de protection de l'adulte (APA) a qualité pour fournir le renseignement.

Si la demande de renseignement est adressée à un autre service officiel (p.ex. chancellerie municipale, office des poursuites, office de l'état civil), celui-ci est tenu de transmettre la demande à l'APA compétente, conformément aux éventuelles règles de droit administratif en vigueur.

Même s'il est informé de l'existence ou de la non-existence d'une mesure relevant du droit de la protection de l'adulte, le service officiel non compétent n'est pas habilité à fournir le renseignement demandé.

L'autorité compétente est l'APA dont la compétence géographique comprend le domicile de la personne concernée.

2. *Conditions du renseignement*

a) Intérêt

La conclusion d'un acte juridique, réalisée ou projetée, est réputée constituer un intérêt suffisant au sens de art. 451 al. 2 nCC, en particulier si la personne tierce fournit une prestation préalable à son partenaire contractuel et que la contrepartie de celui-ci doit survenir ultérieurement. Au cas où les deux prestations doivent survenir simultanément (paiement au comptant), la transaction sera réputée constituer un intérêt s'il ne s'agit pas d'une affaire mineure de la vie courante au sens de art. 19 al. 2 nCC.

b) Demande de renseignement (demande)

Forme: la demande de renseignement soumise par le tiers doit être transmise par écrit, un courrier électronique (courriel) étant suffisant.

Contenu: la demande de renseignement doit comprendre les points suivants:

- nom, prénom, adresse et, le cas échéant, désignation de la raison sociale du requérant;
- nom, prénom, adresse et date de naissance du partenaire contractuel potentiel au sujet duquel des renseignements sont demandés;
- brève description de l'acte juridique déjà conclu ou projeté (désignation/quantification des deux prestations, modalités de la fourniture des prestations).

c) Etablissement de la vraisemblance

Il est généralement possible de renoncer à demander au tiers qu'il fournisse des éléments de preuve (contrat, offre de contrat, bulletin de commande, etc.). S'il y a lieu de soupçonner que le tiers simule un projet de conclusion d'acte juridique, afin d'obtenir des informations auxquelles il n'aurait autrement pas droit, l'APA doit exiger de lui les justificatifs correspondants en précisant les causes de suspicion ou elle doit lui signaler la possibilité donnée à son partenaire contractuel de demander auprès de l'APA un document attestant l'absence d'une limitation de sa capacité d'agir.

3. Renseignements de l'APA

a) Forme et délai

Après avoir consulté son registre, l'APA communique le résultat par écrit (courrier A) au requérant et à la personne concernée aussi rapidement que possible, dans un délai maximum de deux jours ouvrés. Les mêmes délais s'appliquent si le requérant est la personne concernée.

b) Contenu

La communication est libellée comme suit:

Variante 1

Le registre de l'APA {désignation} ne contient aucune mesure relevant du droit de la protection de l'adulte qui limiterait la capacité d'agir de {nom et prénom de la personne concernée}, né(e) le {date} et domicilié(e) à {adresse}, au point d'exclure la conclusion valable de l'acte juridique décrit dans la demande de renseignement ({désignation sommaire de l'acte juridique}).

Variante 2

2a) Sans recourir au curateur:

Le registre de l'APA {désignation} contient une mesure relevant du droit de la protection de l'adulte qui limite la capacité d'agir de {nom et prénom de la personne concernée}, né(e) le {date} et domicilié(e) à {adresse}, au point d'exclure la conclusion valable de l'acte juridique décrit dans la demande de renseignement ({désignation sommaire de l'acte juridique}). Concrètement, l'annotation limitant la capacité d'agir est la suivante: {formulation selon la décision de l'APA}.

2b) En recourant au curateur:

Le registre de l'APA {désignation} contient une mesure relevant du droit de la protection de l'adulte qui limite la capacité d'agir de {nom et prénom de la personne concernée}, né(e) le {date} et domicilié(e) à {adresse}, au point d'exclure la conclusion valable de l'acte juridique décrit dans la demande de renseignement ({désignation sommaire de l'acte juridique}). Il est recommandé de consulter le curateur {nom, adresse, év. téléphone}.

Variante 3

Le registre de l'APA {désignation} contient une mesure relevant du droit de la protection de l'adulte concernant {nom et prénom de la personne concernée}, né(e) le {date} et domicilié(e) à {adresse}. Des clarifications supplémentaires sont nécessaires pour déterminer si cette mesure implique une limitation de la capacité d'agir supposée par la conclusion de l'acte juridique décrit dans la demande de renseignement ({désignation sommaire de l'acte juridique}). Vous recevrez notre rapport définitif aussi rapidement que possible.

Variante 4

Une procédure visant à clarifier la nécessité de prendre une mesure relevant du droit de la protection de l'adulte pour {nom et prénom de la personne concernée}, né(e) le {date} et domicilié(e) à {adresse}, est actuellement en cours auprès de l'APA {désignation}. Des enquêtes supplémentaires sont nécessaires pour déterminer s'il faut ordonner, à titre de mesure provisionnelle, une limitation de la capacité d'agir susceptible d'influencer la conclusion de l'acte juridique décrit dans la demande de renseignement ({désignation sommaire de l'acte juridique}). Vous recevrez aussi rapidement que possible un rapport définitif sur une éventuelle mesure provisionnelle prise par l'APA.

c) Information complémentaire

Les renseignements (ci-dessus, let. a, variantes 1, 2, 3 ou 4) sont complétés par l'information suivante.

Pour traiter la demande de renseignement, l'APA se réfère aux données mentionnées dans la requête. Elle n'en vérifie par la concordance avec les données des registres des habitants. En particulier, elle ne vérifie pas que la personne faisant l'objet d'une demande de renseignement figure dans le registre des habitants de la commune de domicile indiquée.

En outre, l'APA contactée n'est pas en situation d'exclure qu'une autre APA, dont la compétence territoriale couvre un ancien domicile de la personne concernée, ait ordonné une mesure relevant du droit de protection de l'adulte et qu'elle ne l'ait pas encore transmise à l'autorité compétente pour le domicile actuel.

Les renseignements ne portent que sur les éventuelles limitations de la capacité d'agir impliquées par une mesure relevant du droit de la protection de l'adulte. Les renseignements fournis ne précisent pas si la personne concernée est capable de discernement quant à l'acte juridique en question.

d) Coûts

Les frais éventuels sont à la charge du requérant.

Informazioni sull'esistenza e sugli effetti di un provvedimento di protezione degli adulti (art. 451 cpv. 2 nCC)

Raccomandazioni del gruppo di lavoro COPMA del maggio 2012

Parole chiave: Segreto d'ufficio, Informazione, Diritto di protezione degli adulti, Capacità d'agire, Interesse verosimile, Pubblicità, Negozio giuridico, Obbligo di mantenere il segreto, Obbligo di collaborazione.

Testo delle norme di legge

Capo terzo: Dei rapporti con i terzi e obbligo di collaborazione

Art. 451

¹ *L'autorità di protezione degli adulti è tenuta alla discrezione, salvo che interessi preponderanti vi si oppongano.*

² *Chi rende verosimile un interesse può chiedere all'autorità di protezione degli adulti se sussiste una misura di protezione degli adulti e quali ne siano gli effetti.*

Oggetto delle seguenti raccomandazioni

Le seguenti raccomandazioni si limitano al contesto delle domande d'informazione con le quali un terzo vuole sapere se in favore di una specifica persona, con la quale ha concluso o vuole concludere un negozio giuridico, esiste una misura di diritto di protezione degli adulti che comprende una limitazione della capacità d'agire e ostacola o ha ostacolato la conclusione valida del negozio giuridico.

Osservazione introduttiva

Di regola si ritiene che nella fattispecie non è coinvolto il solo interesse di terzi ma anche quello della persona limitata nella sua capacità d'agire da una misura di protezione degli adulti e del suo curatore, rispettivamente della sua curatrice. E' quindi necessario che questa limitazione sia resa trasparente alle potenziali parti contraenti per evitare il ricorrente pregiudizio che può sorgere in conseguenza della conclusione di un negozio giuridico nullo (eventuale obbligo di risarcire il danno conformemente all'art. 452 cpv. 3 CC/insicurezza e operazioni dispendiose in rapporto alla restituzione della prestazione). E' perciò consigliato di non limitare l'informazione, frapponendo ostacoli troppo alti.

La persona coinvolta può, senza dover dimostrare uno specifico interesse, esigere una dichiarazione dalle competenti autorità di protezione degli adulti (APA) concernente la non esistenza nei suoi confronti di un provvedimento di protezione degli adulti.

1. *Competenza per l'elaborazione di una domanda d'informazione*

Solo un'autorità di protezione degli adulti (APA) è competente per rilasciare informazioni di questo genere. Nel caso in cui l'istanza è fatta ad un'altra autorità (p.es. Cancelleria comunale, Ufficio esecuzioni e fallimenti, Ufficio dello stato civile) questa è tenuta in ogni caso, in ossequio alle regole di diritto amministrativo, a trasmettere la domanda alle competenti APA.

L'ufficio non competente, anche se è a conoscenza dell'esistenza o dell'inesistenza di una misura vigente di diritto di protezione degli adulti, non è autorizzato a rilasciare l'informazione richiesta.

Competente è l'APA in cui la persona interessata, nel raggio di competenza di questa autorità, ha il proprio domicilio.

2. *Condizioni per dare informazioni*

a) Interesse

La conclusione avvenuta o l'intenzione di concludere un negozio giuridico, è sufficiente per determinare un interesse verosimile ai sensi dell'art. 451 cpv. 2 CC, in particolare quando il terzo ha già fornito una prestazione anticipata e la controprestazione del partner contrattuale si esegue più tardi. Se si compie uno scambio reciproco con prestazione e controprestazione immediate (pagamento in contanti), nel caso in cui il negozio esula dalle necessità giornaliere correnti della vita ai sensi dell'art. 19 cpv. 2 CC, l'interesse presunto deve essere valutato.

b) Richiesta d'informazione (domanda)

Forma: La richiesta d'informazione dei terzi è fatta nella forma scritta. E' tuttavia permessa la trasmissione elettronica (E-Mail) dell'istanza.

Contenuto: La domanda d'informazione deve comprendere:

- Nome, cognome, indirizzo dell'istante e se del caso nome della ditta,
- Nome, cognome, indirizzo e data di nascita della potenziale parte contraente, oggetto della domanda d'informazione,
- Descrizione sommaria del negozio giuridico concluso o previsto (denominazione e valutazione delle prestazioni reciproche, modalità per l'effettuazione).

c) Credibilità

Di regola si può derogare dalla facoltà di chiedere a terzi la presentazione di documenti giustificativi (contratto, offerta di contratto, bollettino d'ordinazione, ecc.). Se c'è il sospetto che il terzo simuli l'intenzione di concludere un negozio giuridico per accedere all'informazione alla quale non ha diritto, l'APA, adducendo le ragioni del sospetto, può chiedere la relativa documentazione oppure informare i terzi sulla possibilità che ha la parte contraente di chiedere all'APA una dichiarazione dell'inesistenza di un provvedimento di limitazione della capacità d'agire.

3. *Informazioni dalle APA*

a) Forma e termini

L'APA informa per iscritto e tempestivamente (Posta A), al più tardi entro due giorni lavorativi, l'istante e la persona coinvolta sul risultato della consultazione dei suoi registri. Gli stessi termini valgono nel caso in cui l'istante è anche la persona interessata.

b) Contenuto

Testi dell'informazione:

Variante 1

Presso l'APA (denominazione) nei confronti di (cognome, nome, data di nascita e indirizzo della persona interessata), non sono in vigore secondo il diritto della protezione degli adulti, limitazioni della capacità d'agire che potrebbero escludere una conclusione valida del negozio giuridico indicato nella domanda d'informazione.

Variante 2

2a) senza coinvolgimento del curatore o della curatrice:

Presso l'APA (denominazione) nei confronti di (cognome, nome, data di nascita, indirizzo della persona interessata) è in vigore secondo il diritto della protezione degli adulti, una limitazione della capacità d'agire che in ogni caso preclude una conclusione valida del negozio giuridico (breve descrizione del negozio) oggetto dell'istanza. Concretamente è specificata la seguente limitazione della capacità d'agire (formulazione secondo la decisione dell'APA).

2b) con il coinvolgimento del curatore o della curatrice:

Presso l'APA (denominazione) nei confronti di (cognome, nome, data di nascita, indirizzo della persona interessata) è vigente secondo il diritto della protezione degli adulti, una limitazione della capacità d'agire che in ogni caso preclude una conclusione valida del negozio giuridico (breve descrizione del negozio) oggetto dell'istanza. Si consiglia di consultare il curatore/la curatrice (cognome, nome, indirizzo ed ev. no. di telefono del curatore, risp. della curatrice).

Variante 3

Presso l'APA (denominazione), nei confronti di (cognome, nome, data di nascita, indirizzo della persona interessata) è in vigore secondo il diritto della protezione degli adulti, una limitazione della capacità d'agire. Per accertare se questo provvedimento comprende una limitazione della capacità d'agire che incide nel negozio giuridico oggetto dell'istanza (breve descrizione del negozio) occorrono ulteriori approfondimenti. Riceverete il più presto possibile un rapporto definitivo.

Variante 4

Presso l'APA (denominazione) nei confronti di (cognome, nome, data di nascita, indirizzo della persona interessata) è in corso secondo il diritto della protezione degli adulti, una procedura per verificare la necessità di istituire una misura

limitante la capacità d'agire. Ulteriori accertamenti sono necessari ai fini di chiarire se devono essere adottati provvedimenti provvisori per una limitazione della capacità d'agire che incidono sul negozio giuridico oggetto dell'istanza (breve descrizione del negozio). Riceverete il più presto possibile un rapporto definitivo su eventuali provvedimenti provvisori decisi dall'APA.

c) Ulteriori informazioni

Le istruzioni (o.lett.a – Variante 1, 2, 3, o 4) sono completate dalle seguenti indicazioni:

L'APA, nell'elaborazione delle istanze d'informazione, non si sofferma sui dati dell'istanza e non esamina la conformità degli stessi con le iscrizioni nel registro degli abitanti. In particolare non verifica se la persona sulla quale si chiedono informazioni è iscritta nel registro degli abitanti del Comune indicato.

L'APA non è inoltre in grado di escludere che un'APA d'altra sede, competente per la decisione, non abbia precedentemente ordinato un provvedimento secondo il diritto di protezione degli adulti che non è ancora stato trasmesso alle autorità competenti dell'attuale domicilio dell'interessato.

L'informazione si limita a indicare eventuali limitazioni della capacità d'agire confermate da un provvedimento del diritto di protezione degli adulti. Non entra nel merito della valutazione della capacità d'agire della persona implicata in relazione al negozio giuridico che intende concludere.

d) Costi

Eventuali emolumenti sono a carico dell'istante.